

Délibération N° 2025-03-08-CMS

Approbation de l'avenant à la Convention du 15 janvier 2024 passée entre la Caisse Primaire d'Assurance maladie du Val-de-Marne et la Ville relative à la campagne nationale de vaccination contre les infections papillomavirus humain dans les collèges

Département du Val-de-Marne**Arrondissement de Nogent-sur-Marne**

Nombre de membres composant

Le Conseil Municipal45

Membres en exercice.....45

Présent.e.s ou représenté.e.s

à la séance.....43

Absent.e.s2

SÉANCE DU 13 MARS 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le **treize mars**, les membres composant le Conseil municipal de la Commune de Fontenay-sous-Bois, dûment convoqués le **17 février 2025**, se sont réunis au lieu ordinaire de leurs séances, sous la présidence de **Monsieur Jean-Philippe GAUTRAIS, Maire**.

ÉTAIENT PRÉSENT.E.S

M. GAUTRAIS, Mme KLOPP, Mme FENASSE, M. SEYE, Mme NIAKHATE, M. MORA, Mme LELU, M. DAMIANI, M. GUENICHE, Mme NAIT-BAHLOUL, M. ORJEBIN, M. BRUNET, M. MALLERIN, Mme GAUTHIER, Mme LARABI, M. LEBLANC, Mme GARNIER, Mme MICHEL, M. MULLER, Mme SAINT-GAL, M. RISPAL, M. KEITA, Mme TRANCART, M. FOURESTIER, Mme CHAMBRE-MARTIN ; Mme CAZALS, M. TARGUI, Mme CACAIS-BARANGER, Mme BENZIANE, Mme BOUHADA, Mme CHARDIN, Mme MAFFRE-BOUCLET, M. CLERGET, M. MATHIEU, Mme LAROQUE, M. BERTRAND, Mme AVOGNON ZONON, Mme VIENNEY, M. CORNELIS.

EXCUSÉ.E.S - REPRÉSENTÉ.E.S

M. DAUMONT-LEROUX

a donné mandat à M. ORJEBIN

M. NOMBO POATY

a donné mandat à M. DAMIANI

M. BATTAL

a donné mandat à M. MORA

M. DE LA CROIX

a donné mandat à M. BERTRAND

ABSENT.E.S

M. LACHELACHE

Mme INDJA

Le président ayant ouvert la séance, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire de séance pris au sein du Conseil.

Monsieur ORJEBIN ayant obtenu la majorité des voix, a été désigné pour remplir cette fonction qu'il a accepté.

LE CONSEIL,

VU l'article L 2121-29 Code général des collectivités territoriales,

VU les articles L3111-1,L311-2et L 3111-11 du Code de la santé publique,

VU les articles L.162-17 et L. 182-1, L. 161-35 du Code de la sécurité sociale,

VU l'article L.251-1 du Code de l'action sociale et des familles,

CONSIDERANT l'instruction interministérielle n°DGS/SP1/DGESCO/2023/99 du 19 juin 2023 relative à l'organisation d'une campagne nationale de vaccination contre les infections à papillomavirus humains (HPV) au sein des collèges à partir de la rentrée 2023-2024,

CONSIDERANT le fait que la Commune dispose d'un centre de vaccination gratuit qui a été sollicité par l'Agence Régionale de Santé pour participer à la susdite campagne de vaccination,

CONSIDERANT l'importance et l'intérêt de la vaccination HPV pour lutter contre les cancers du col de l'utérus, de l'oropharynx, de la vulve, du vagin, de l'anus et du pénis,

CONSIDERANT la gratuité du dispositif proposé pour la population,

CONSIDERANT la délibération n°2023-12-18-CMS approuvant la convention relative à la campagne nationale de vaccination contre les infections papillomavirus humain dans les collèges, passée entre la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Val-de-Marne (CPAM 94) et la Ville,

CONSIDERANT le Contrat Local de Santé 2024-2028 adopté par la délibération n°2024-11-07-CMS du 14 novembre 2024,

Sur avis de la Commission des Finances,

Après en avoir délibéré

A L'UNANIMITÉ

Approbation de l'avenant à la Convention du 15 janvier 2024 passée entre la Caisse Primaire d'Assurance maladie du Val-de-Marne et la Ville relative à la campagne nationale de vaccination contre les infections papillomavirus humain dans les collèges

DECIDE,

Article 1 : D'approuver les termes de l'avenant à la convention du 15 janvier 2024 entre la ville de Fontenay-sous-Bois et la CPAM 94 relative à la vaccination contre les infections à papillomavirus humain dans les collèges.

Article 2 : D'autoriser le Maire à signer ledit avenant et ses documents afférents.

« La présente délibération peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Fontenay-sous-Bois dans le délai de deux mois à compter de sa notification (ou de sa publication). L'absence de réponse à ce recours dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle - 77000 Melun – dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification (ou de la publication) de la délibération ;*
- à compter de la réponse de l'administration, si un recours administratif a été préalablement formé. »*

Transmission électronique en

Préfecture du Val-de-Marne

le 17 MARS 2025

Publication

le 17 MARS 2025

Notification

le

Certifié exécutoire

Le Maire,

POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Philippe GAUTRAIS

Maire



